ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 19 juin 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux documents de séjour en Belgique de certains étrangers", a donné le 1er juillet 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 juni 1991 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de documenten voor het verblijf in België van bepaalde vreemdelingen", heeft op 1 juli 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le Conseil d'Etat est invité à donner dans un bref délai son avis sur un projet d'arrêté royal destiné à remplacer l'arrêté royal du 11 décembre 1989 relatif aux documents de séjour en Belgique des étrangers privilégiés, qui n'a jamais été publié au Moniteur belge et sur lequel le Conseil d'Etat a donné un avis le 25 janvier 1988.

Vu la brièveté du délai imparti et le nombre considérable de demandes d'avis invoquant l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, celui-ci doit se limiter aux observations suivantes.

2. Il serait souhaitable que soient fusionnés en un seul texte le présent projet d'arrêté royal et le projet d'arrêté royal "rapportant l'arrêté royal du 11 décembre 1989 relatif aux documents de séjour en Belgique des étrangers privilégiés", projet examiné ce jour par le Conseil d'Etat sous le nE 20.914/2.

Un texte relatif à l'arrêté royal du 11 décembre 1989 précité sera proposé ci-après.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

1. L'article 37, 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques dispose :

"Les membres de la famille de l'agent diplomatique qui font partie de son ménage bénéficient des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 36, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat accréditaire".

2. Au 6E de l'article 1er, les mots "sous les conditions prévues par l'article 37, paragraphe 1er, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques" doivent être omis. En effet, la seule condition non prévue au 6E mais imposée par l'article 37, 1, précité est que les membres de la famille des agents diplomatiques ne soient pas ressortissants de l'Etat accréditaire. Cette condition figure à l'article 6 du projet.

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "het Verdrag van Wenen" au lieu de "de Conventie van Wenen". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

3. Suivant le 6E, la carte d'identité diplomatique est délivrée "au conjoint et aux enfants non mariés âgés de plus de cinq ans (1) et de moins de dix-huit ans, des personnes visées au 1E à 5E". Cette formulation est plus restrictive que celle de l'article 37, 1, qui vise "les membres de la famille de l'agent diplomatique qui font partie de son ménage".

Le texte doit, dès lors, être revu.

---

(1)Peut-on imaginer des enfants mariés de moins de cinq ans ? La même question se pose pour l'article 2, 3E, l'article 3, 3E, 7E et 11E etc ...

Les mêmes observations valent pour l'article 3, 1E.

Dans le texte néerlandais, il vaudrait mieux écrire "echtgenoot" au lieu de "echtgeno(o)t(e)". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

4. Dans la phrase introductive, mieux vaut écrire "Le Ministre qui a les affaires étrangères dans ses attributions".

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 2.

1. L'article 46 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires dispose :

> "Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.
>
> Toutefois, les dispositions du paragraphe 1er du présent article ne s'appliquent ni à l'employé consulaire qui n'est pas un employé permanent de l'Etat d'envoi ou qui exerce une activité privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, ni à un membre de sa famille".

2. Au 3E de l'article en projet, les mots "sous les conditions prévues par l'article 46, paragraphe 1er, de la

Convention de Vienne sur les relations consulaires" doivent être omis. En effet, le texte de l'article 46, 1, de la Convention ne prévoit pas d'autre condition que celle de faire partie de la famille des fonctionnaires consulaires et de vivre au foyer de ceux-ci.

3. Suivant le 3E de l'article en projet, la carte d'identité consulaire est délivrée "au conjoint et aux enfants non mariés âgés de plus de cinq ans et de moins de dix-huit ans des personnes visées au 1E et 2E". Cette formulation est plus restrictive que celle de l'article 46, 1, précité qui vise "les membres de la famille (des fonctionnaires et employés consulaires) vivant à leur foyer".

Le texte doit, dès lors, être revu.

Les mêmes observations valent pour l'article 3, 2E et 4E.

Article 3.

1. L'article 37, 2, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques dispose :

> "Les membres du personnel administratif et technique de la mission, ainsi que les membres de leurs familles qui font partie de leurs ménages respectifs, bénéficient, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat accréditaire ou n'y aient pas leur résidence permanente, des privilèges et immunités mentionnés dans les articles 29 à 35, sauf que l'immunité de la juridiction civile et administrative de l'Etat accréditaire mentionnée au paragraphe 1er de l'article 31 ne

s'applique pas aux actes accomplis en dehors de l'exercice de leurs fonctions. Ils bénéficient aussi des privilèges mentionnés au paragraphe 1er de l'article 36 pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation".

2. Au 3E de l'article 3, les mots "sous les conditions" doivent être remplacés par les mots "s'ils répondent aux conditions".

3. L'article 3, 3E, s'applique aux "conjoint et (aux) enfants non mariés de plus de cinq ans". Cette formulation est plus restrictive que celle de l'article 37, 2, précité qui vise "les membres de leurs familles qui font partie de leurs ménages respectifs".

Le texte doit, dès lors, être revu.

Article 4.

Le texte néerlandais du 3E devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Ces documents leur sont refusés ou retirés s'ils exercent dans le Royaume une activité lucrative sans rapport

avec l'exercice des fonctions qui donnent droit à l'obtention de l'un desdits documents ou, ... (la suite comme au projet)".

Article 7.

Mieux vaudrait écrire :

"Aussi longtemps que ..., il n'est pas soumis, pour être admis à l'exercice des fonctions qui donnent droit à l'obtention d'un de ces documents, à la réglementation ...".

Articles 8 à 12.

Comme le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis L. 18.432/2 du 28 janvier 1988 sur un projet d'arrêté royal "relatif au séjour en Belgique des étrangers privilégiés" :

> "Ces articles imposent des obligations aux étrangers privilégiés visés dans le projet. Toutefois, ces obligations ne sont assorties d'aucune sanction puisque l'article 46 précité de la Convention de Vienne dispose que ces personnes sont exemptes "de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour"".

Article 13.

L'article semble pouvoir être rédigé plus simplement comme suit :

"Ne sont pas soumis aux dispositions limitant l'immigration ni aux formalités d'enregistrement des étrangers :

1Eles titulaires d'une carte d'identité diplomatique ou consulaire ainsi que leurs enfants titulaires de la pièce d'identité visée à l'article 5;

2Eles titulaires d'une carte d'identité spéciale visés à l'article 3, 4E, à condition qu'ils soient ... (il conviendrait de remplacer ici les mots "employés permanents de l'Etat d'envoi" par des termes plus adéquats) ainsi que leurs enfants titulaires de la pièce d'identité visée à l'article 5;

3Eles titulaires d'une carte d'identité spéciale visés à l'article 3, 5E à 8E et 11E, ainsi que leurs enfants titulaires de la pièce d'identité visée à l'article 5.

Toutefois, l'alinéa 1er, 3E, ne s'applique pas :

1Eaux titulaires d'une carte d'identité spéciale visés à l'article 3, 5E, ni à leur conjoint, leurs enfants non mariés et les membres de leur famille qui ont droit à la carte d'identité spéciale, lorsque aucun traité international auquel la Belgique a souscrit ne les dispense des formalités d'enregistrement des étrangers;

2Eaux titulaires d'une carte d'identité spéciale visés à l'article 3, 11E, qui ne sont ni conjoint ni enfant d'un fonctionnaire consulaire honoraire visé à l'article 3, 8E".

Article 15.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"L'arrêté royal du 6 décembre 1955 relatif ..., modifié par les arrêtés royaux des ..., est abrogé.

L'arrêté royal du 11 décembre 1989 relatif aux documents de séjour en Belgique des étrangers privilégiés est rapporté.

Les documents mentionnés dans l'arrêté royal du 6 décembre 1955 restent valables pendant trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

*

L'arrêté royal du 11 décembre 1989 doit être publié au Moniteur belge en même temps que le présent arrêté en projet.

ANNEXES.

Les annexes doivent se terminer par la formule "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...", suivie de la signature et des contreseings, comme dans l'arrêté royal en projet.

OBSERVATION FINALE.

Dans le texte néerlandais, certaines tournures et certains termes sont incorrects. Quelques exemples en sont donnés dans le présent avis. Dans l'ensemble du projet, il faudrait notamment écrire "Rijk" et non "Koninkrijk". Le texte néerlandais devrait donc être revu.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. De Raad van State wordt verzocht binnen een korte tijd een advies te verstrekken omtrent een ontwerp van koninklijk besluit dat het koninklijk besluit van 11 december 1989 betreffende de documenten voor het verblijf in België van de bevoorrechte vreemdelingen moet vervangen; laatstgenoemd koninklijk besluit, waarover de Raad van State op 25 januari 1988 een advies heeft verstrekt, is nooit in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Gelet op de korte tijd die is toebedeeld, en ook op het grote aantal verzoeken om advies waarbij artikel 84 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt aangevoerd, dient deze zich te bepalen tot de volgende opmerkingen.

2. Het zou wenselijk zijn het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit en het ontwerp van koninklijk besluit "tot intrekking van het koninklijk besluit van 11 december 1989 betreffende de documenten voor het verblijf in België van de bevoorrechte vreemdelingen", een ontwerp met als kenmerk L. 20.914/2, dat heden door de Raad van State wordt onderzocht, in één enkele tekst samen te voegen.

Hierna zal een tekst worden voorgesteld met betrekking tot voornoemd koninklijk besluit van 11 december 1989.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

1. Artikel 37, 1, van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer luidt als volgt :

> "De inwonende gezinsleden van een diplomatieke ambtenaar genieten, indien zij geen onderdaan zijn van de ontvangende Staat, de in de artikelen 29 tot en met 36 omschreven voorrechten en immuniteiten".

2. In onderdeel 6E van artikel 1 dienen de woorden "onder de voorwaarden bepaald bij artikel 37, paragraaf 1, van de Conventie van Wenen inzake diplomatiek verkeer" te vervallen. De enige voorwaarde die immers niet bepaald is in onderdeel 6E, doch in artikel 37, 1, wordt gesteld, is dat de gezinsleden van de diplomatieke ambtenaren geen onderdaan zouden zijn van de ontvangende Staat. Die voorwaarde is vervat in artikel 6 van het ontwerp.

Overigens behoren de woorden "de Conventie van Wenen" in geheel het ontwerp vervangen te worden door de woorden "het Verdrag van Wenen".

3. Luidens onderdeel 6E wordt de diplomatieke identiteitskaart verstrekt "aan de echtgeno(o)t(e) en aan de

ongehuwde kinderen van meer dan vijf (2) en minder dan achttien jaar van de personen bedoeld van 1E tot 5E". Deze formulering is beperkender dan die van artikel 37, 1, dat toepasselijk is op de "inwonende gezinsleden van een diplomatieke ambtenaar".

De tekst behoort derhalve te worden herzien.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 3, 1E.

Tevens verdient het aanbeveling het woord "echtgeno(o)t(e)" in geheel het ontwerp te vervangen door het woord "echtgenoot".

4. Het zou beter zijn in de inleidende volzin te schrijven "De Minister die buitenlandse zaken tot zijn bevoegdheid heeft".

Die opmerking geldt voor het geheel van het ontwerp.

Artikel 2.

1. Artikel 46 van het Verdrag van Wenen inzake consulair verkeer luidt als volgt :

---

(2)Kan men zich gehuwde kinderen voorstellen minder dan vijf jaar ? Dezelfde vraag rijst met betrekking tot artikel 2, 3E, artikel 3, 3E, 7E en 11E, enz.

"1. Consulaire ambtenaren en consulaire bedienden en inwonende gezinsleden zijn vrijgesteld van alle verplichtingen krachtens de wetten en regelingen van de verblijfstaat met betrekking tot vreemdelingenregistratie en verblijfsvergunning.

2. De bepalingen van lid 1 van dit artikel zijn evenwel niet van toepassing op een consulair bediende die niet in vaste dienst van de zendstaat is of die in de verblijfstaat een eigen winstgevende activiteit uitoefent noch op een gezinslid van zulk een bediende".

2. In onderdeel 3E van het ontworpen artikel dienen de woorden "onder de voorwaarden bepaald bij artikel 46, paragraaf 1, van de Conventie van Wenen inzake consulair verkeer" te vervallen. De tekst van artikel 46, 1, van dit Verdrag voorziet immers in geen andere voorwaarden dan dat betrokkene een inwonend gezinslid is van een consulair ambtenaar.

3. Luidens onderdeel 3E van het ontworpen artikel wordt de consulaire identiteitskaart verstrekt "aan de echtgeno(o)t(e) en aan de ongehuwde kinderen van meer dan vijf en minder dan achttien jaar, van de personen bedoeld in 1E en 2E". Deze formulering is beperkender dan die van voornoemd artikel 46, 1, dat toepasselijk is op de "inwonende gezinsleden" (van de consulaire ambtenaren en consulaire bedienden).

De tekst behoort derhalve te worden herzien.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 3, 2E en 4E.

.../...

Artikel 3.

1. Artikel 37, 2, van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer bepaalt :

> " Leden van het administratieve en technische personeel van de zending, alsmede inwonende gezinsleden, genieten, indien zij geen onderdaan zijn van, of niet duurzaam verblijf houden in, de ontvangende Staat, de in de artikelen 29 tot en met 35 omschreven voorrechten en immuniteiten, met dien verstande dat de immuniteit van de burger- en administratiefrechterlijke bevoegdheid van de ontvangende Staat omschreven in lid 1 van artikel 31 zich niet uitstrekt tot handelingen die geen ambtshandelingen zijn. Zij genieten voorts de in artikel 36, lid 1, omschreven voorrechten met betrekking tot goederen die worden ingevoerd ten tijde dat zij zich voor het eerst inrichten".

2. In onderdeel 3E van artikel 3 dienen de woorden "onder de voorwaarden" vervangen te worden door de woorden "indien zij voldoen aan de voorwaarden".

3. Artikel 3, 3E, is van toepassing op de echtgeno(o)t(e) en (de) ongehuwde kinderen van meer dan vijf jaar". Die formulering is beperkender dan die van het voormelde artikel 37, 2, waarin wordt gesproken van "inwonende gezinsleden".

De tekst moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 4.

In 3E schrijve men : "... toestemming is verleend om in het Rijk stage te lopen;".

Artikel 6.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Die documenten worden hun geweigerd of ontnomen indien zij in het Rijk een winstgevend bedrijf uitoefenen dat niet in verband staat met de uitoefening van het ambt dat recht geeft op het verkrijgen van een van de bedoelde documenten of, wanneer het een familielid betreft, indien zij in het Rijk onverschillig welk winstgevend bedrijf uitoefenen".

Artikel 7.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Zolang de vreemdeling in het bezit is van één van de in dit besluit bedoelde documenten en hij voldoet aan de voorwaarden om er aanspraak op te maken, valt hij, om het ambt te kunnen uitoefenen dat recht geeft op het verkrijgen van één van die documenten, niet onder de regeling ... en betreffende de uitoefening van zelfstandige beroepsactiviteiten door vreemdelingen".

Artikelen 8 tot 12.

De Raad van State heeft in zijn advies L. 18.432/2 van 28 januari 1988 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het verblijf in België van de bevoorrechte vreemdelingen" op het volgende gewezen :

> " Deze artikelen leggen de in het ontwerp bedoelde bevoorrechte vreemdelingen een aantal verplichtingen op. Aan die verplichtingen is echter geen enkele sanctie verbonden, aangezien het voormelde artikel 46 van het Verdrag van Wenen bepaalt dat die personen vrijgesteld zijn "van alle verplichtingen krachtens de wetten en regelingen van de verblijfsstaat met betrekking tot vreemdelingenregistratie en verblijfsvergunning"".

Artikel 13.

Het artikel lijkt eenvoudiger te kunnen worden gesteld als volgt :

"Vrijgesteld van de immigratiebeperkingen en van de formaliteiten betreffende vreemdelingenregistratie worden :

1Ede houders van een diplomatieke of consulaire identiteitskaart alsmede hun kinderen die houder zijn van het in artikel 5 bedoelde identiteitsbewijs;

2Ede in artikel 3, 4E, bedoelde houders van een bijzondere identiteitskaart, op voorwaarde dat zij (hier zouden de

woorden "in vaste dienst van de Zendstaat zijn" vervangen moeten worden door geschiktere bewoordingen) alsmede hun kinderen die houder zijn van het in artikel 5 bedoelde identiteitsbewijs;

3Ede in artikel 3, 5E tot 8E en 11E bedoelde houders van een bijzondere identiteitskaart alsmede hun kinderen die houder zijn van het in artikel 5 bedoelde identiteitsbewijs.

Het eerste lid, 3E, is evenwel niet van toepassing :

1Eop de in artikel 3, 5E, bedoelde houders van een bijzondere identiteitskaart noch op hun echtgenoot, hun ongehuwde kinderen en hun familieleden die recht hebben op de bijzondere identiteitskaart, wanneer geen enkel door België ondertekend internationaal verdrag hen vrijstelt van de formaliteiten inzake vreemdelingenregistratie;

2Eop de in artikel 3, 11E, bedoelde houders van een bijzondere identiteitskaart die noch echtgenoot noch kind zijn van een in artikel 3, 8E, bedoeld honorair consulair ambtenaar".

Artikel 15.

Het artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"Het koninklijk besluit van 6 december 1955 betreffende ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ..., wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 11 december 1989 betreffende de documenten voor het verblijf in België van de bevoorrechte vreemdelingen, wordt ingetrokken.

De in het koninklijk besluit van 6 december 1955 bedoelde documenten blijven geldig gedurende drie jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit".

*

Het koninklijk besluit van 11 december 1989 moet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt terzelfder tijd als dit ontworpen besluit.

BIJLAGEN.

De bijlagen moeten eindigen met de formule "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...", gevolgd door de handtekening en de medeondertekeningen zoals in het ontworpen koninklijk besluit.

SLOTOPMERKING.

Een aantal woorden en uitdrukkingen van de Nederlandse tekst zijn niet correct. In het advies worden daarvan een aantal voorbeelden gegeven. Zo behoort in het gehele ontwerp "Rijk" en niet "Koninkrijk" te worden geschreven. De Nederlandse tekst zou dus moeten worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.